

Procès-verbal

255^e réunion du Comité de direction

tenue par téléconférence

21 et 24 avril 2020

Sont présents :

Brenda Austin-Smith, présidente (UMFA)
Peter McInnis, vice-président (ST.FXAUT)
Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
James Compton, président sortant (UWOFA)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
Serge Jolicoeur, représentant ordinaire (Francophone) (ABPPUM) (*le 21 avril seulement)
Robin Whitaker, représentante ordinaire (Général) (MUNFA)
Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)
Laurence McFalls, représentant ordinaire (Québec) (SGPUM)
Alison Hearn, présidente, Comité de la liberté académique
et de la permanence de l'emploi (UWOFA)
Sue Blair, présidente, Comité de la négociation collective
et des avantages économiques (AUNBT) (*le 21 avril seulement)
Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)
Tim Ribaric, président, Comité des bibliothécaires et des archivistes (BUFA)
Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)
Momin Rahman, coprésident, Comité de l'équité (TUFA)

David Robinson, directeur général
Tony Cantin, directeur des finances, opérations et ressources humaines
Pam Foster, directrice de la recherche et de l'action politique
Valérie Dufour, directrice des communications
Margaret McGovern-Poté, adjointe exécutive au directeur général

Allocution d'ouverture

La présidente souhaite la bienvenue aux membres et leur explique certains des protocoles adoptés pour participer à la téléconférence.

01. Adoption de l'ordre du jour

RIBARIC/HEARN : QUE l'ordre du jour soit adopté en l'état.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

a. Réunion des 7 et 8 février 2020

MCINNIS/SCHROEDER : QUE le procès-verbal de la réunion des 7 et 8 février 2020 soit approuvé en l'état.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

a. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste est passée en revue.

04. Rapport de la présidente

La présidente rend compte des réunions auxquelles elle a assisté depuis la dernière réunion du Comité de direction tenue les 7 et 8 février 2020. Elle fait aussi part de sa participation aux réunions des comités de l'ACPPU tenues les 7 et 8 mars à Ottawa. Elle note que ces rencontres ont été très productives et qu'elles ont permis d'établir des liens avec des militants d'associations de tout le pays. Elle a participé à des entrevues, par téléconférence, avec des candidats et candidates au nouveau poste de direction. Elle a également rencontré la ministre du Travail, l'honorable Filomena Tassi, avec qui l'ACPPU a abordé des questions d'importance pour le secteur de l'éducation postsecondaire, notamment dans la perspective de la précarité du travail et de l'équité salariale. Elle mentionne que depuis la mi-mars elle a participé à des conférences téléphoniques hebdomadaires avec le personnel de la négociation collective et des services juridiques. Elle a produit la section du site web de l'ACPPU sur la Foire aux questions pour informer les membres sur les enjeux en milieu de travail liés à la propagation de la COVID-19. De concert avec le directeur général, elle a organisé des réunions avec des associations membres au Manitoba afin d'affirmer l'opposition aux nouvelles compressions budgétaires en éducation postsecondaire annoncées par le gouvernement provincial de Brian Pallister. L'ACPPU a en outre organisé une nouvelle série d'assemblées publiques : la première d'entre elles a eu lieu la semaine dernière et plusieurs autres sont en cours de planification.

05. Rapport du directeur général

Le directeur général fait savoir que le personnel de l'ACPPU a été particulièrement occupé depuis le début de la pandémie à répondre à des questions et à aider les associations membres à prendre en charge différents dossiers urgents. Il explique qu'il est urgent de jouer un rôle de chef de file parmi nos associations membres durant cette crise. Il nous faudra privilégier les besoins à plus long terme au détriment des interventions à court terme et urgentes. L'ACPPU devra presser le gouvernement fédéral de veiller à soutenir le secteur postsecondaire tout au long de cette crise.

06. Action politique et campagnes

a. Mesures de soutien d'urgence relatives à la COVID-19

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, mentionne que le service de la recherche et de l'action politique travaille activement à établir ses listes d'enjeux de revendication à partir des participants à la nouvelle série d'assemblées publiques sur la COVID-19 qui ont connu un franc succès. L'équipe de la recherche et de l'action politique explore aussi la possibilité d'élaborer des enquêtes auprès des membres et des étudiants sur les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Le Comité de direction a tenu un débat sur les actions que l'ACPPU pourrait entreprendre pour aider les associations membres à faire face à la pandémie de COVID-19, et sur la nécessité que l'ACPPU joue un rôle de premier plan pour aider les associations à relever la gamme de défis et d'enjeux.

07. Affaires relatives aux membres

a. Impact de la COVID-19

i) Foire aux questions : La COVID-19 et le travail académique

Le directeur général annonce que l'ACPPU a créé sur son site web une page « Foire aux questions » pour donner des conseils aux associations sur les problèmes résultant de la pandémie de COVID-19, et il indique que le site est mis à jour à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles. De concert avec les associations membres, l'ACPPU travaille à la rédaction de lettres d'entente conclues avec leurs propres établissements. Le directeur général souligne que l'ACPPU a relevé l'accent mis sur la mobilisation des membres face à la pandémie et qu'elle devra trouver des moyens de maintenir le niveau de mobilisation atteint.

b. Alberta

La présidente mentionne que le gouvernement de l'Alberta exige que les universités de la province réduise jusqu'à 30 % de leur budget, en réduisant leurs effectifs ou en coupant dans d'autres dépenses. Elle note que les administrations n'ont été informées de cette annonce qu'il y a une semaine seulement. Elle indique que l'ACPPU a lancé un mouvement de mobilisation des membres à l'échelle de la province pour lutter contre les compressions proposées.

MOTION DE LEVÉE DE SÉANCE

POUR PERMETTRE LA TENUE DE L'ASSEMBLÉE DU FONDS DE LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE : 15 H, 21 AVRIL 2020

RAHMAN/SANGARÉ : QUE la réunion du Comité de direction se transforme en assemblée du Fonds de la liberté académique.

ADOPTÉE

COMPTON/WHITAKER : QUE la réunion du Comité de direction reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

08. Rapports des comités et des groupes de travail

a. Rapports des comités permanents

i. Liberté académique et permanence de l'emploi

A. Hearn, présidente du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte des travaux du comité. Elle indique que la réunion très productive du comité tenue en mars a porté sur les points suivants : l'élaboration d'un atelier sur la liberté académique – un sous-comité a été établi pour faire le suivi; le lancement envisagé d'une campagne nationale « Sauvons l'éducation supérieure » compte tenu des compressions budgétaires provinciales, du financement axé sur le rendement, etc.; la création d'un sous-comité chargé d'étudier la question des coûts prohibitifs des enjeux de sécurité imposés par les établissements aux associations de personnel académique qui tiennent des conférences sur les campus; la création d'un sous-comité chargé d'examiner les plateformes et les services de technologie de l'éducation de propriété privée; un débat sur l'utilisation de la définition d'antisémitisme par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste.

ii. Négociation collective et avantages économiques

S. Blair, présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques, rend compte des travaux du comité. Elle signale que la réunion régulière du comité prévue pour le 19 mars et le forum pour les négociateurs en chef prévu pour les 20 et 21 mars ont été annulés en raison des restrictions de voyages consécutives à la pandémie. En remplacement de la réunion régulière du comité, une réunion en ligne a été prévue pour discuter des questions de négociation collective découlant des répercussions de la COVID-19 sur les campus au pays. Le comité a éprouvé plusieurs difficultés techniques avec le logiciel de réunions qui ont compliqué la tenue de la réunion. En fin de compte, plusieurs membres ont tenu une téléconférence pour discuter, sous forme de questions et réponses, de différentes idées à afficher sur la page du site web de l'ACPPU consacrée à la COVID-19.

iii. Personnel académique contractuel

S. Bose, présidente du Comité du personnel académique contractuel, rend compte des travaux du comité. À sa réunion de mars, le comité a travaillé à la planification de la conférence du PAC prévue pour octobre. La présidente du comité rend compte de diverses questions soulevées par des membres du PAC en raison de la pandémie : des préoccupations concernant l'augmentation de la charge de travail et les mises à pied possibles des membres du PAC; les inquiétudes au sujet de la propriété intellectuelle découlant du passage à l'enseignement à distance; la création de fonds d'urgence (comme à Nipissing où les professeurs permanents contribuent au fonds pour aider leurs collègues du PAC); la nécessité de fournir un soutien supplémentaire aux membres ayant une incapacité, implications pour le maintien des prestations de santé; le remboursement des investissements dans les outils technologiques et les conséquences fiscales de l'aménagement de bureaux à domicile. Le comité a demandé que sa présidente propose au Comité de direction de réserver un siège à un membre du PAC dans tous les comités de l'ACPPU.

A. Conférence pour le personnel académique contractuel

Cette question est traitée sous le **point 08. (a)(iii) – Comité de direction.**

iv. Équité

M. Rahman et P. Armstrong, coprésidents du Comité de l'équité, rendent compte des travaux du comité. Ils font part de la rétroaction très positive sur la Conférence sur l'équité qui s'est tenue les 20 et 21 février. La conférence s'étant déroulée sous la forme d'un atelier pratique, les participants ont pu parfaire leurs compétences tout au long des diverses séances. Il a été recommandé que les prochaines éditions de la conférence consacrent des séances plus ouvertes à la discussion de grands enjeux.

Le comité continue de travailler à l'élaboration de la trousse d'équité. L'objectif visé est de terminer la production d'une partie de la documentation d'ici la fin de l'été et de lancer la trousse à l'occasion de l'assemblée du Conseil de novembre. Le comité a travaillé à la rédaction de clauses modèles et a conseillé le directeur général sur des questions d'équité, dont l'équité dans la rémunération.

A. Conférence sur l'équité

Cette question est traitée sous le **point 08. (a)(iv) – Comité de direction.**

v. Bibliothécaires et archivistes

T. Ribaric, président du Comité des bibliothécaires et des archivistes, rend compte des travaux du comité. Il souligne que la réunion de mars du comité a comporté une séance conjointe avec le Comité des francophones pour mener à bien l'élaboration de deux énoncés de principes. Il signale également que depuis le début de la pandémie de COVID-19 les membres du comité ont utilisé leur liste de diffusion pour partager de l'information et sonder les membres sur diverses questions telles que les conditions de travail et la santé et la sécurité.

b. Rapports des comités relevant du Comité de direction

i. Francophones

S. Jolicoeur, président du Comité des francophones, rend compte des travaux du comité. Il souligne que le comité a terminé la rédaction de deux énoncés de principes communs avec le Comité des bibliothécaires et des archivistes. Le comité a commencé à tracer les grandes lignes du programme de la prochaine conférence des francophones qui aura lieu en 2021. Celle-ci sera axée sur les voies à suivre pour assurer, par la mobilisation, l'avenir des programmes en français dans tout le pays. Le président du comité a donné un bref aperçu des séances en cours de planification.

ii. Personnel enseignant clinicien

Le directeur général indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler. La prochaine réunion du comité est prévue pour le mois d'août.

iii. Personnel académique des collèges et des instituts

Le directeur général indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler. La prochaine réunion du comité est prévue pour le mois d'août.

c. Rapports des groupes de travail

i. Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, président du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones, rend compte des travaux du groupe de travail. Le comité a entamé les préparatifs préliminaires de la prochaine Conférence pour le personnel académique autochtone qui est prévue pour les 1^{er} et 2 octobre 2021. Le groupe de travail a également consacré du temps à discuter les constatations d'un sondage réalisé en Ontario pour le groupe de travail conjoint de l'Ontario Council of Academic Vice Presidents (OCAV) et pour le Reference Group on Aboriginal Education (RGAE).

ii. Groupe de travail spécial sur la gouvernance

M. Schroeder, président du Groupe de travail spécial sur la gouvernance, annonce que Robin Whitaker et lui feront office de présentateurs à une prochaine assemblée publique sur la gouvernance, et indique qu'ils sont à la recherche d'un troisième membre du panel. Le groupe de travail a également contribué à la rédaction d'une entrée de FAQ sur les questions de gouvernance pour la page du site web de l'ACPPU consacrée à la COVID-19. Sa première question traite des questions de gouvernance liées aux problèmes immédiats que les associations de personnel académique voudraient aborder. Le groupe pourra élaborer une question de suivi ultérieure qui traite des enjeux à plus long terme. Il organisera une téléconférence en mai pour établir un plan de travail pour l'année à venir.

09. Questions organisationnelles

a. Questions financières

i. Rapport financier – Trimestre clos le 31 mars 2020

Y. Sangaré, trésorier, présente le rapport financier du troisième trimestre clos le 31 mars 2020.

ii. Demandes de dégagement

T. Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations, fait le point sur les demandes de dégagement reçues jusqu'à présent.

iii. Budget révisé de 2020-2021

Y. Sangaré, trésorier, présente le budget révisé de 2020-2021.

SANGARÉ/MCFALLS : QUE le Comité de direction approuve et recommande au Conseil le budget révisé de 2020-2021 en l'état.

ADOPTÉE

iv. Demandes d'aide financière

A. Fonds de solidarité pour la 12^e Conférence de l'IE sur l'enseignement postsecondaire, supérieur et la recherche

Le directeur général signale que l'ACPPU a reçu une demande de contribution financière au Fonds de solidarité de la 12^e Conférence internationale de l'IE sur l'enseignement postsecondaire, supérieur et la recherche, prévue en décembre. Il recommande que le comité de direction diffère cette demande d'aide financière en raison de la crise actuelle de COVID-19. Il recommande également d'informer l'Internationale de l'Éducation que le Comité de direction envisagera une contribution financière à une date ultérieure si l'événement n'est pas annulé.

B. APPEL À ACTION URGENTE DE L'IE – Établissement d'un Fonds de réponse à la COVID-19

Le Comité de direction examine une demande de contribution financière au nouveau Fonds de réponse à la COVID-19 de l'Internationale de l'Éducation.

BOSE/ARMSTRONG : QUE l'ACPPU verse un don équivalant à 5 000 € au Fonds de réponse à la COVID-19 de l'Internationale de l'Éducation.

ADOPTÉE

b. Conseil

i. Planification d'urgence

Le Comité de direction tient une discussion sur le statut de l'assemblée printanière du Conseil qui a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19. Le directeur général présente divers scénarios à envisager. Le Comité de direction convient de reporter la prise de décision sur la question jusqu'à une réunion ultérieure. Le directeur général recommande que l'ACPPU propose des options de séances virtuelles pour la tenue du Forum pour les nouveaux présidents et de la séance de planification et d'orientation du Comité de direction – ces deux événements sont prévus pour le mois de juin.

c. Rapport du directeur général sur la liberté académique

i. Enquêtes

A. Peter Wall Institute for Advanced Studies (UBC)

Le directeur général fait le point sur l'enquête concernant le Peter Wall Institute (Université du nord de la Colombie-Britannique). Le comité d'enquête spécial est en train de terminer la rédaction de son rapport.

ii. Dossiers

Le directeur général rend compte d'une nouvelle affaire concernant la gouvernance collégiale des bibliothécaires et des archivistes à l'Université Laurentienne. L'Association des professeures et professeurs de l'Université Laurentienne (APPUL)

a présenté une demande d'aide financière par l'entremise du Service d'arbitrage de l'ACPPU.

d. Rapport juridique

Le directeur général fait le point sur l'affaire *Université York c. Access Copyright*. La cour a conclu que le tarif n'est pas obligatoire. En revanche, la cour a jugé que les lignes directrices de l'Université York pour l'utilisation du matériel protégé par le droit d'auteur ne constituaient pas une utilisation équitable.

e. Rapport sur la négociation collective

Le directeur général fait savoir que l'ACPPU encourage ses associations membres à négocier des lettres d'entente avec leurs établissements afin de prendre en considération les circonstances exceptionnelles de la pandémie de COVID-19. L'ACPPU ajoutera une nouvelle page dans la section réservée aux membres de son site web, où figureront des exemples de clauses négociées destinées à aider les membres à établir des ententes avec leurs propres établissements.

f. Rapport sur la formation

Le directeur général explique que les ateliers de l'ACPPU offerts sur une base régulière sont suspendus en raison de la pandémie de COVID-19. L'ACPPU a lancé une série de webinaires abordant les problèmes auxquels nos membres sont confrontés en raison de la crise de la COVID-19. Plusieurs sujets de webinaires ont été définis jusqu'à présent.

g. Rapport sur la santé et la sécurité au travail

Le directeur général indique que depuis le début de la pandémie l'ACPPU fournit appui et conseils à ses associations membres. Au cours des prochaines semaines l'accent sera mis sur l'élaboration de protocoles de retour au travail.

h. Rapport sur la syndicalisation

Le directeur général indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler.

i. Rapport sur les communications

V. Dufour, directrice des communications, annonce que l'équipe des communications a lancé un nouveau bulletin d'information hebdomadaire sur la pandémie de COVID-19. L'équipe utilise divers outils de communication pour promouvoir la nouvelle série de webinaires interactifs. Les deux derniers numéros du *Bulletin* de l'ACPPU ont été publiés en ligne seulement. Le numéro double de mai-juin sera consacré aux questions concernant la COVID-19. Un nouvel atelier de communication intégrant l'approche de la formation des formateurs sera lancé à l'automne.

j. Publications

i. Rapport du comité de rédaction du *Bulletin*

P. McInnis, président du comité de rédaction du *Bulletin*, indique que le *Bulletin* de l'ACPPU est publié uniquement en ligne en raison de la crise actuelle de la COVID-19.

ii. Journal en ligne de l'ACPPU

P. McInnis indique que trois contributions au journal en ligne de l'ACPPU ont été soumises à l'examen du comité de rédaction. Ce dernier a consulté l'American Association of University Professors (AAUP) sur les processus qu'elle a mis en place pour gérer son journal en ligne.

k. Nouveaux membres associés

Le directeur général indique qu'aucune demande de nouveaux membres associés n'est à l'étude.

10. Affaires relatives au personnel

a. Rapport du comité du personnel

J. Compton, président du comité du personnel, rend compte d'une réunion du comité du personnel. L'ACPPU a terminé le processus d'embauche pour le nouveau poste de directeur de la syndicalisation et de la négociation collective. Le titulaire du poste entrera en fonction en octobre. Aucun grief n'est en suspens.

b. Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général fait le point sur les questions relatives au personnel. Il fait observer que la pandémie de COVID-19 s'est répercutée sur le fonctionnement du bureau en raison du télétravail effectué par le personnel de l'ACPPU.

c. **HUIS CLOS**

MCINNIS/COMPTON : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

BOSE/SANGARÉ : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

11. Questions diverses

Aucune autre question n'est à l'étude.

12. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.